

## À L'ORIGINE ET À BRUXELLES ÉTAIT ALGER... Quand les regards se croisent

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

L'exposition que les Algérois ont eu l'occasion d'apprécier au Bastion «23» est au Parlement européen à Bruxelles jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Œuvre collective, soutenue par Antonio Panzeri, délégation Maghreb et Laura Baeza, chef de la délégation de l'UE en Algérie, «Alger, regards croisés» est un produit de qualité, bon à voir, du travail intéressant. Au vernissage bruxellois, beaucoup et du beau monde. Le cinquantenaire de l'indépendance continue.

Des diplomates, des représentants de la société civile, européenne, belge et/ou belgo-algérienne, des journalistes, des curieux, des amoureux d'Alger. Pour les photographes-artistes algériens qui ont capté des lieux, des instants, des rencontres, il s'agissait de «raconter leur ville, son patrimoine, raconter le quotidien des petites gens, La Casbah, Bab-El-Oued, Belcourt...».

Les Européens, leurs collègues, il fallait «se saisir de la ville» ; d'un mot, ne pas passer à côté de cette «Méditerranéenne qui étale son charme, sans fard, sans faux-semblants, baignant dans une lumière éblouissante, se livrant, entière...».

Louiza Sid Ammi, J. A. de Corral, Sarah Bellache, C. Wachter, El Hadi Hamdikène, M. Beckhäuser, Rafik Zaïdi, C. Paulicevitch, Sid-Ali Djennidi, E. Zavoli, Rachida Azdaou, R. Kazmiercack, Farid Djema, J. Oddy, M. Guesmia, C. Grandjean, Reda Samy Zazoun et Rafik Laâgoune ont donc pris leurs aises et leurs espaces dans Alger, au Bastion 23, tout d'abord (2011) et, depuis le 10 de ce mois à Bruxelles, au Parlement européen. Rien que ça ! Cependant, ils méritent d'être accueillis dans un endroit aussi prestigieux, ils disent, racontent et subliment Alger.

Annouar Benmalek en préfaçant le travail de ces artistes associés écrivait : «Imaginez la rencontre improbable de tous les architectes (et «assimilés») qui ont contribué peu ou prou à dessiner le visage d'Alger au cours des siècles, avant et après l'indépendance du pays : le Berbère, le Romain peut-être, le Juif, l'Africain noir, l'Arabe, l'Ottoman, le Français, le Maltais, l'Italien, l'Espagnol, sans compter, plus récemment, le Brésilien, le Canadien, le Chinois...»

Dans le guide de l'exposition en page 6, le texte accompagnant la belle prise de notre collègue Louiza Sid Ammi dit «Alger, de tout convoitée. Ville mystérieuse. Ville attachante. Ville repoussante...» et, plus loin : «Narguant la mer, lézardant sous les rayons du soleil.»

Pour que l'aventure qui a commencé selon Wahiba Labrèche, autre contributrice pour la réussite de l'expo, à la Villa Abdellatif, où l'équipe de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel a accueilli les hôtes, il fallait un coup de pouce supplémentaire, une autre pièce à l'édifice.

Le 18 octobre 2011, Khalida Toumi apporte sa caution en inaugurant avec Laura Baeza pour l'UE, l'exposition. La ministre de la Culture, bent lebled, ne pouvait passer cette occasion de laisser s'échapper «El Mahroussa», l'autre nom d'Alger. Sidi Abderrahmane, le saint protecteur, veille pourtant. L'évasion bruxelloise d'Alger est éphémère. L'exposition reviendra. Alger aussi. C'est écrit, c'est une fatalité. Paroles de Momo. Dans son discours, interminable, sur Alger, Momo disait aussi «Pourquoi ce souffle lèche les lambeaux / de la vérité accrochée à tes pans ? C'est vrai, pourquoi ? «L'exposition Alger, regards croisés» prendra ses quartiers à partir de fin août, début septembre à Espace-Magh (Maghreb) à Bruxelles. Le Cinquantenaire continue.

A. M.

## BOUIRA

# Bouffées d'amiante à pleins poumons

**Le projet de démolition du CEM Slimane-Smili et de ses logements d'astreinte, réalisés en préfabriqué durant les années 1980, qui a débuté, dès la mi-juin avec la démolition des pavillons d'études de l'établissement scolaire, s'est finalement arrêté pour une durée inconnue, laissant des touffes d'amiante se propager au gré des vents avec le risque que cela comporte sur la santé des habitants de la ville.**

La démolition de ce monument de la ville de Bouira a laissé beaucoup de citoyens pantois et dubitatifs quant aux réelles motivations des responsables de l'APC qui se sont empressés d'entamer le chantier.

En effet, certains y voient clairement une démarche pour récupérer l'assiette de terrain, située en plein centre-ville, qui servirait à implanter le nouveau siège de la wilaya de Bouira alors que l'ancien siège, flambant neuf, a été

récemment inauguré, tout cela ajouté au fait que l'état du CEM en question est de beaucoup meilleur que celui de nombreux autres bâtis en dur mais qui risquent de s'écrouler à tout moment sur les élèves et leurs professeurs. A noter que ces derniers se situent hors de «l'assiette», en l'occurrence à Haizer, Kadiria et Guerrouma, et ne constituent donc aucunement une priorité pour les élus locaux. Ainsi, et suite à la mise en œuvre d'engins

qui ont rapidement pris de l'avance, les travaux ont été stoppés net dès que le squelette de l'établissement a été mis à nu, laissant aux habitants des cités environnantes, résidences Farachati, Ecotec ainsi que les logements de la Sonegaz, situés juste en face du chantier, un spectacle de désolation et d'insalubrité digne des plus grands films d'apocalypse.

Une insalubrité due à la présence massive de filaments d'amiante utilisée autrefois en tant qu'isolant thermique, électrique et ignifuge, sur la charpente ainsi désossée de l'établissement scolaire et que les vents propagent de manière alarmante sans que personne ne s'en inquiète. Une substance dont les dangers sur la santé ne sont plus à démontrer, notamment via la respiration de

ces microparticules d'amiante hautement toxiques qui causent des maladies mortelles telles l'amiantose (fibrose), le cancer du poumon (broncho-pulmonaire) ou encore le mésothéliome de la plèvre ou du péritoine (forme rare et virulente de cancer qui affecte le revêtement des poumons).

Un danger que les centaines de familles, vivant dans les alentours du chantier entamé, semblent de toute évidence ignorer et que les responsables locaux ne sont pas prêts à considérer d'autant plus qu'en raison des vents puissants et secs qui s'abattent ces derniers jours sur la wilaya, nombre de citoyens de la ville commencent à s'inquiéter craignant une probable propagation de la désormais tristement célèbre poussière meurtrière.

Katya Kaci

## AFFAIRE DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE LA VILLE DES ROSES

# Le juge d'instruction a exigé une expertise pour réévaluer le préjudice

**Au moment où cinq personnes dont deux femmes sont en prison pour détournement de deniers publics à la Direction de l'éducation de la wilaya de Blida, nous avons appris de sources proches du dossier que le juge d'instruction a exigé la désignation d'un expert pour réévaluer le préjudice financier causé à cette institution.**

Lors de la présentation, dimanche dernier, des 16 mis en cause dans cette affaire, le préjudice causé était approximativement d'un milliard de centimes

mais l'on avance, aujourd'hui, que celui-ci est estimé à plus de deux milliards de centimes.

Cette affaire remonte à l'année 2009 lorsqu'un enseignant constata un surplus conséquent dans le virement de sa paie. Il informa ses responsables quant à cet excédent d'argent et une plainte fut déposée. Au terme des vérifications opérées par les éléments de la gendarmerie du groupement de Blida, il s'avérera que les mis en cause remplaçaient, lors de l'envoi de la paie à la direction des finances de tutelle, après son contrôle au niveau du Trésor public, la vraie disquette informa-

tique contenant les états de paie par une autre disquette renfermant des informations erronées dans le but d'effectuer des virements d'argent dans les comptes d'enseignants avec qui ils avaient des accointances. Cet argent est défalqué des comptes des fonctionnaires de la Direction de l'éducation, étant en congé de maladie. Pour rappel, nous avions rapporté dans nos précédentes éditions les grèves des enseignants et autres sit-in observés devant le siège de l'éducation de la wilaya de Blida pour justement dénoncer ces détournements.

M. B.

## ALORS QU'UN MANDAT D'AMENER SERA LANCÉ CONTRE L'EX-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA WILAYA

# Sept personnes écrouées dans l'affaire de l'OPGI de Blida

**Alors que l'ex-secrétaire général de la wilaya de Blida, du temps de l'ex-wali Bouricha Mohamed, fera l'objet d'un mandat d'amener pour être entendu dans l'affaire de détournement de biens publics à l'OPGI de Blida car n'ayant pas comparu devant le procureur, sept personnes dont des cadres de cet office ont été placées, tard dans la soirée de mardi dernier, sous mandat de dépôt par le juge d'instruction près le tribunal de Blida.**

Les inculpés sont accusés d'avoir détourné des logements à caractère social-locatif, de leur destination initiale, en falsifiant les dossiers de leurs acquéreurs dont les extraits de naissance.

Parmi les bénéficiaires effectifs devant tirer profit de ces attributions, il s'agit des locataires de l'immeuble dit Tlayen, situé en plein centre-ville de Blida, lequel immeuble menace ruine puisque les services du CTC sont catégoriques quant au délogement de leurs habitants.

Toutefois, ces derniers continuent toujours d'occuper cet immeuble au moment où d'autres personnes se sont emparées indû-

ment des logements qui leur étaient destinés initialement.

Il faut dire que l'impudence des cadres de l'OPGI emprisonnés les a poussés jusqu'à faire bénéficier une adolescente de 16 ans d'un logement social-locatif ainsi qu'à d'autres jeunes célibataires, au moment où des milliers de pères de famille attendent depuis des dizaines d'années l'octroi d'un logement décent.

Il importe de souligner que cette affaire a éclaté suite à une dénonciation de la part de la section syndicale de l'OPGI de Blida qui a alerté les services de la Sûreté de wilaya.

M. B.

## EL TARF

# Pénurie d'eau potable dans plusieurs quartiers

**Les habitants du quartier populaire appelé communément HLM, qui compte plus de 250 familles, sis dans la partie nord de la commune d'El Tarf, ne savent plus où donner de la tête pour alléger un calvaire qui dure depuis une vingtaine de jours sans que les autorités locales et particulièrement la SEATA (Société des eaux et de l'assainissement d'El Tarf et Annaba) daignent prendre les mesures adéquates pour remédier à cet état de fait pouvant générer des conséquences désastreuses et pousser, par ricochet, les citoyens à recourir à l'émeute pour se faire entendre.**

Rencontrés, les habitants du quartier en question sont unanimes à dénoncer la passivité des autorités face à leurs revendications concernant le rétablissement de la distribution de

cette denrée rare et vitale. «Nous avons frappé à toutes les portes en vain. Nous avons cru que par l'installation d'un nouveau directeur à la tête de l'antenne d'El Tarf, la distribution de

l'eau sera en H24. Malheureusement, nos espoirs sont restés vains. L'eau a complètement disparu de nos robinets. C'est pratiquement une panne sèche», ont indiqué nos interlocuteurs, rageusement, les mines défaites.

Par ailleurs, des travailleurs consciencieux et à l'éthique professionnelle encore intacte, évoquent, sous cape, «que ce qui se passe actuellement au niveau des différents services de la SEATA est gravissime à plus d'un titre». «Des travailleurs essayent vaille que vaille et

d'une façon sournoise de nuire au bon fonctionnement de l'entreprise et, ce, après l'installation d'un nouveau directeur. La garde prétorienne de l'ancien directeur cherche par tous les moyens à faire déguerpir le nouveau directeur qui voulait remédier à toutes les lacunes et failles des réseaux de distribution de la wilaya. Il dispose de plus de 300 milliards de centimes pour ce faire et d'autres moyens financiers pour l'achat de nouveaux équipements», ont-ils martelé avec dépit.

Daoud Allam